ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 25 janvier 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif aux catégories du personnel navigant de la force aérienne et aux allocations et primes aéronautiques", a donné en sa séance du 13 mars 1950 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose le texte ci-après qui rencontre les intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 25 Januari 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de categorieën varend personeel der luchtmacht en de luchtvaarttoekenningen en -premiën", heeft ter zitting van 13 Maart 1950 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt de hierna volgende tekst voor, die beantwoordt aan de bedoelingen van de Regering zoals die hem werden uiteengezet:

ARRETE MINISTERIEL RELATIF AUX CATEGORIES DU PERSONNEL NAVIGANT DE LA FORCE AERIENNE ET AUX ALLOCATIONS ET PRIMES AERONAUTIQUES.

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu l'arrêté du Régent du 30 août 1946 relatif au personnel navigant de l'aviation militaire;

Vu l'arrêté du Régent du 27 décembre 1946 portant approbation de la réglementation médicale d'aptitude physique au service du personnel navigant de l'aviation militaire

Vu l'arrêté du Régent du .... fixant les allocations et primes dues à l'occasion de prestations aéronautiques;

Vu l'accord du Premier Ministre donné le 11 janvier 1950;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

CHAPITRE 1er. - PERSONNEL NAVIGANT DE LA FORCE AERIENNE.

Section 1ère.- Admission, suspension et radiation.

Article 1er.-

Les admissions, suspensions et radiations du personnel navigant des quatre catégories spécifiées à l'arrêté du Régent du 30 août 1946 sont prononcées par le chef d'Etat-major général de la force aérienne, sur proposition motivée des chefs hiérarchiques.

La suspension et la radiation peuvent être prononcées pour cause d'indiscipline ou d'inaptitude professionnelle ou physique.

Article 2.-

Tout membre du personnel navigant est soumis au moins une fois par an à un examen médical d'aptitude au service aérien.

Celui, dont le comportement général fait croire qu'il ne possède plus les aptitudes physiques requises pour exercer ses fonctions, est soumis à un examen médical avant toute décision de mise au réentraînement, de suspension ou de radiation.

Il en est de même de tout membre du personnel navigant ayant été hospitalisé ou absent du service pendant plus de vingt jours pour une même blessure ou maladie.

Section 2.- Du personnel navigant breveté.

Article 3.-

Les brevets qui peuvent être octroyés au personnel navigant sont

1° le brevet de pilote;

2° le brevet de navigateur;

3° le brevet de radiotélégraphiste de bord.

Les deux premiers peuvent être décernés aux officiers et aux sous-officiers; le troisième ne peut l'être qu'aux sous-officiers et caporaux.

Par mesure transitoire, les officiers qui, au moment de la publication du présent arrêté, sont porteurs du brevet de radiotélégraphiste de bord peuvent être investis de cette fonction en qualité d'officier.

./...

Section 3.- Du personnel navigant élève.

Article 4.-

Les conditions et connaissances exigées pour l'admission du personnel navigant élève sont déterminées par le chef d'Etat-major général de la force aérienne.

Section 4.- Du personnel navigant temporaire.

Article 5.-

Sont admis dans le personnel navigant temporaire les militaires ci-après, dont le chef d'Etat-major général de la force aérienne juge le concours indispensable à l'accomplissement d'une mission en vol :

1° les mécaniciens de bord pour avions de transport désignés par le commandant de la base pour un voyage à longue distance ou à l'étranger;

2° les officiers techniciens ou les spécialistes militaires désignés mensuellement par le commandant de la base, à raison de deux par base au total, pour essais en vol portant notamment sur le moteur, la cellule, l'équipement radio, le radar et l'oxygène;

3° le personnel spécialisé, désigné par le chef d'Etat-major général de la force aérienne et appelé, à titre exceptionnel et pendant une période ne dépassant pas trois mois, à effectuer notamment des essais, mises au point, missions spéciales à caractère technique, réceptions et contrôles;

4° les contrôleurs de trafic aérien et d'opérations ainsi que les candidats à ces fonctions, pendant la durée du cours et du stage de trois mois qui le suit, et ensuite durant un mois par semestre;

5° les médecins en service à la force aérienne, désignés au nombre de trois par le chef d'Etat-major général de cette force, en vue de recherches scientifiques et d'études de la psychologie et de la physiologie de l'aviateur;

6° les médecins et infirmiers en mission de convoiement des malades;
7° les techniciens photographes en mission de photographie aérienne;
8° les officiers de l'armée en service en qualité d'élève ou de pilote observateur d'artillerie;
9° les préposés à la manipulation en vol des manches à air, agréés par le chef d'Etat-major général de la force aérienne.

Section 5.- Du personnel navigant de réserve.

Article 6.-

Le chef d'Etat-major général de la force aérienne détermine le nombre, la durée et la nature des prestations aéronautiques nécessaires à l'entraînement du personnel navigant de réserve.

Article 7.-

Tout membre du personnel navigant de réserve qui, à partir de 1950, n'a effectué aucune prestation aéronautique pendant deux années consécutives (quatre années, s'il a séjourné au Congo belge ou dans le Ruanda-Urundi) est rayé d'office et sans préavis du cadre du personnel navigant de réserve.

Le chef d'Etat-major général de la force aérienne peut, à tout moment, dans les limites fixées par la loi, ordonner le rappel du personnel navigant de réserve pour une période de réentraînement.

Pendant l'exécution de leurs prestations, les membres du personnel navigant de réserve sont en service commandé. Ils doivent, tant pour les services et théories au sol que pour l'exécution des vols, se conformer aux règlements et instructions en vigueur ainsi qu'aux ordres donnés et aux missions imposées.

Article 8.-

Tout membre du personnel navigant de réserve, qui n'est pas en activité, a l'obligation de signaler à son chef de corps toute affection ou accident ayant provoqué une incapacité de plus de vingt jours. Dans ce cas, il est convoqué pour subir un examen médical d'aptitude au service aérien.

Article 9.-

Les membres du personnel navigant de réserve ont l'obligation, sous peine de radiation, de se soumettre à tout examen médical prescrit par le chef d'Etat-major général de la force aérienne. En ce cas, ils peuvent éventuellement prétendre aux indemnités réglementaires de déplacement.

CHAPITRE II.- ALLOCATIONS ET PRIMES.

Section 1ère.- De l'allocation aéronautique mensuelle.

Article 10.-

Sous réserve de l'application de l'article 12, le personnel navigant breveté, élève et temporaire, ainsi que le personnel navigant de réserve rappelé pour un mois ou plus, peuvent prétendre aux allocations aéronautiques mensuelles, à condition d'avoir accompli toutes les prestations aéronautiques prescrites, le nombre de celles-ci ne pouvant être inférieur à quatre missions totalisant une durée de vol de trois heures.

Article 11.-

Seules donnent droit à l'allocation aéronautique mensuelle les prestations aéronautiques exécutées par les membres du personnel navigant breveté et de réserve, dans l'exercice des fonctions propres au brevet dont ils sont porteurs, à l'exclusion de tout vol comme passager.

Les officiers porteurs de plusieurs brevets doivent accomplir leurs prestations dans la fonction afférente au brevet principal dans l'ordre d'importance : pilote, navigateur, radiotélégraphiste de bord.

Article 12.-

En cas d'inaptitude physique au service aérien, le taux plein de l'allocation aéronautique mensuelle, à l'exclusion de l'allocation de moniteur ou d'essayeur, peut être alloué au personnel navigant de toutes les catégories par le Ministre de la Défense nationale, en accord avec le ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions; l'allocation est octroyée, sur proposition des chefs hiérarchiques et sur avis favorable du médecin chef du service de santé de la force aérienne, pour une période de trois à six mois, ou pour une période supérieure à six mois dans les cas spéciaux dignes d'intérêt, si l'inaptitude au service aérien résulte d'un accident aéronautique survenu en service régulièrement commandé ou autorisé, sans qu'il soit établi qu'il y ait eu faute lourde de la part de l'intéressé.

Dans tous les cas, l'allocation cesse d'être octroyée dès que le rétablissement de l'intéressé ou son inaptitude définitive au service aérien a été constatée par la commission d'aptitude prévue par l'arrêté du Régent du 27 décembre 1946, portant approbation de la réglementation médicale d'aptitude physique au service du personnel navigant de l'aviation militaire.

L'allocation aéronautique peut également être accordée en raison de certaines maladies, lorsqu'il est établi par un rapport du médecin chef du service de santé de la force aérienne que l'affection ou son évolution résulte de l'exécution du travail aérien.

Section 2.-De la prime de carrière et de la prime spéciale trimestrielle.

Article 13.-

Pour la liquidation de la prime de carrière aéronautique allouée au personnel navigant breveté et élève, le début

de la période de quinze ans est fixé au 1er janvier 1948 pour les membres du personnel de la force aérienne admis dans le personnel navigant au cours de la période du 10 mai 1940 au 31 décembre 1947.

La date de reprise du paiement des tranches quinquennales est également fixée au 1er janvier 1948 pour le personnel navigant admis avant le 10 mai 1940.

Article 14.-

Le personnel navigant de réserve a droit à la prime spéciale trimestrielle prévue pour sa catégorie, à condition d'avoir accompli, au cours d'un trimestre commençant les 1er, 4ème, 7ème et 10ème mois de l'année, six prestations de vol au moins totalisant une durée de deux heures, à l'exclusion des vols effectués par les pilotes sur des avions en service d'instruction à l'Ecole de pilotage élémentaire.

Section 3.- De la prime spéciale d'accident.

Article 15.-

La maladie qui résulte de prestations aéronautiques et non d'un accident ne donne pas droit à la prime spéciale d'accident aéronautique.

Article 16.-

Si, au cours d'une prestation aéronautique régulièrement commandée ou autorisée, survient un accident provoquant une incapacité chez un membre du personnel navigant de réserve, celui-ci est, à sa demande, repris ou maintenu en force au jour de l'accident.

Il est traité comme un militaire des cadres actifs de son grade et de sa catégorie, jusqu'au jour où l'incapacité prend fin ou est reconnue permanente, à moins que l'intéressé ne demande auparavant sa libération. En ce cas, le maintien en force cesse à la date de cette libération.

Article 17.-

A dater du jour de la publication du présent arrêté, les enfants âgés de moins de 18 ans peuvent bénéficier soit des allocations familiales, soit du supplément de prime d'accident accordé par application de l'article 16 de l'arrêté du Régent du .....

Si l'allocation de ce supplément est demandée, notification de la demande est faite à la Caisse nationale de compensation pour allocations familiales ou à la Caisse auxiliaire de compensation pour allocations familiales.

Section 4.- Du paiement des allocations et primes.

Article 18.-

Les allocations aéronautiques mensuelles ou journalières sont payables le 15 du mois suivant celui au cours duquel ont été accomplies les prestations aéronautiques qui y donnent droit.

Les majorations d'allocations aéronautiques dues à la suite d'avancement ne prennent cours qu'à dater du 1er du mois qui suit la promotion. La même règle est applicable en cas d'admission comme candidat sous-lieutenant.

Les allocations dues à la suite de l'obtention d'un brevet prennent cours à la date de celui-ci.

Les allocations sont calculées par trentième.

Toute allocation aéronautique cesse d'être due à partir du jour où l'intéressé quitte le personnel navigant ou en est rayé, ainsi que pendant la durée de toute suspension.

Article 19.-

Les primes de carrière aéronautique sont établies chaque mois et le montant en est payé le 15 du deuxième mois du trimestre qui suit celui de l'échéance d'une tranche quinquennale, sauf application de l'article 12 de l'arrêté du Régent du .....

Article 20.-

La prime spéciale pour le personnel navigant de réserve est payée le 15 du deuxième mois qui suit le trimestre au cours duquel ont été accomplies les prestations aéronautiques qui y donnent droit.

Article 21.-

Dans le calcul comportant des réductions d'allocations ou primes aéronautiques, le résultat de toute opération arithmétique est toujours arrondi au franc supérieur, si le nombre de centimes est égal ou supérieur à cinquante.

Section 5. - Documents aéronautiques.

Article 22.-

§ 1er. Dans chaque escadrille, un registre mentionne le détail des vols accomplis journellement, notamment le nombre, la durée et le genre de mission ainsi que le type d'appareil utilisé. Ces inscriptions sont contrôlées, arrêtées et signées chaque jour par le commandant de l'escadrille.

§ 2. Dans chaque Wing, un relevé des prestations aériennes effectuées par le personnel navigant est établi mensuellement. Il est transmis en double expédition au commandant de groupement qui en adresse un exemplaire, avec ses remarques, au chef d'Etat-major général de la force aérienne. Après approbation des différents relevés, une liste récapitulative des ayants droit aux diverses primes est expédiée au bureau central de comptabilité compétent.

§ 3. Ce bureau établit une fiche pour chaque membre du personnel navigant permanent pouvant prétendre à la prime de carrière aéronautique, ainsi que pour chaque membre du personnel navigant de réserve pouvant prétendre à la prime spéciale.

CHAPITRE III.- DISPOSITIONS FINALES.

Article 23.-

L'arrêté ministériel du 23 décembre 1927 relatif au personnel navigant de l'aéronautique militaire, modifié par les arrêtés ministériels du 18 novembre 1929 et du 18 septembre 1936, est abrogé.

Article 24.-

Le présent arrêté sort ses effets à la date du 1er octobre 1946.

Le 1950.

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Premier Ministre,

Le Ministre des Finances,

MINISTERIEEL BESLUIT BETREFFENDE DE CATEGORIEEN VAN HET VAREND PERSONEEL DER LUCHTMACHT EN DE LUCHTVAARTTOELAGEN EN -PREMIËN.

- - - - - - - - -

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op het besluit van de Regent van 30 Augustus 1946 betreffende het varend personeel van het militair vliegwezen;

Gelet op het besluit van de Regent van 27 December 1946 houdende goedkeuring van de geneeskundige reglementering inzake lichamelijke geschiktheid voor de dienst van het varend personeel van het militair vliegwezen;

Gelet op het besluit van de Regent van . . . tot vaststelling van de toelagen en premiën voor luchtvaartprestaties verschuldigd;

Gelet op het akkoord van de Eerste-Minister, gegeven de 11e Januari 1950;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

HOOFDSTUK I.- VAREND PERSONEEL VAN DE LUCHTMACHT.

Afdeling 1.- Opneming, schorsing en schrapping.

Artikel 1.-

De opnemingen, schorsingen en schrappingen van het varend personeel der vier categorieën, bepaald in het besluit van de Regent van 30 Augustus 1946, worden door het Hoofd van de Generale Staf der luchtmacht uitgesproken, op een met

redenen omkleed voorstel van de hiërachische meerderen.

Schorsing en schrapping kunnen wegens tuchteloosheid, gebrek aan vakkennis of lichamelijke ongeschiktheid uitgesproken worden.

Artikel 2.-

Elk lid van het varend personeel wordt ten minste eenmaal 's jaars aan een geneeskundig onderzoek over de geschiktheid tot de luchtvaartdienst onderworpen.

Hij, wiens algemene gedragingen er op wijzen dat hij de vereiste lichamelijke geschiktheid niet meer bezit om zijn dienst waar te nemen, wordt aan een geneeskundig onderzoek onderworpen, voor dat enige beslissing tot nieuwe training, tot schorsing of tot schrapping wordt genomen.

Hetzelfde geldt voor elk lid van het varend personeel dat wegens een zelfde kwetsuur of ziekte gedurende meer dan twintig dagen in een ziekeninrichting opgenomen werd of van de dienst afwezig was.

Afdeling 2.- Brevethoudend varend personeel.

Artikel 3.-

De brevetten welke aan het varend personeel kunnen toegekend worden, zijn :

1° het brevet van vliegtuigbestuurder;
2° het brevet van navigator;
3° het brevet van boord-radiotelegrafist.

De eerste twee kunnen aan de officieren en onderofficieren toegekend worden; het derde enkel aan de onderofficieren en korporaals. De officieren, die bij de bekendmaking van dit besluit houder zijn van het brevet van radiotelegrafist, kunnen, als overgangsmaatregel, met dit ambt bekleed worden in hun hoedanigheid van officier.

Afdeling 3.- Lerend varend personeel.

Artikel 4.-

De voorwaarden en kennissen, vereist tot de opneming van het lerend varend personeel, worden door het Hoofd van de Generale Staf der luchtmacht vastgesteld.

Afdeling 4.- Tijdelijk varend personeel.

Artikel 5.-

Bij het tijdelijk varend personeel worden de hiernavolgende militairen opgenomen wier medewerking het Hoofd van de Generale Staf der luchtmacht volstrekt noodzakelijk acht tot het vervullen van een vliegopdracht:

1° de boordwerktuigkundigen voor vervoervliegtuigen, die door de bevelhebber der basis worden aangewezen voor een reis op verre afstand of naar het buitenland;

2° de technische officieren of de militaire specialisten, maandelijks door de bevelhebber der basis, ten getale van twee per basis aangewezen voor proefnemingen tijdens de vlucht, inzonderheid met betrekking tot motor, cel, radio, radar en zuurstof;

3° het gespecialiseerd personeel, door het Hoofd van de Generale Staf der luchtmacht aangewezen, dat, bij uitzondering en voor een periode van niet meer dan drie maanden, namelijk belast wordt met enigerlei proefneming, instelling, bijzondere opdracht van technische aard, keuring en toezicht;

4° de controleurs van het luchtverkeer en van de verrichtingen, evenals de candidaten tot die functies, voor de duur van de leergang en van de daaropvolgende proefdienst van drie maanden, en vervolgens gedurende één maand per semester;

5° de geneesheren in dienst bij de luchtmacht, ten getale van drie door het Hoofd van de Generale Staf van die macht aangewezen met het oog op wetenschappelijke opzoekingen en studies over de psychologie en de physiologie

6° de geneesheren en verplegers, belast met de begeleiding van zieken;

7° de vaklieden-fotografen, belast met het opnemen van luchtfoto's;

8° de officieren van het leger, in dienst als leerling of als vliegtuigbestuurder-waarnemer der artillerie;

9° degenen die aangesteld zijn om, tijdens de vlucht, de windzakken te hanteren, en die door het Hoofd van de Generale Staf der luchtmacht erkend zijn.

Afdeling 5.- Varend reservepersoneel.

Artikel 6.-

Het Hoofd van de Generale Staf der Luchtmacht bepaalt getal, duur en aard van de luchtvaartprestaties welke nodig zijn voor de training van het varend reservepersoneel.

Artikel 7.-

Elk lid van het varend reservepersoneel dat van 1950 af, gedurende twee opeenvolgende jaren (vier jaar zo hij in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi verbleven heeft), generlei luchtvaartprestaties heeft verricht, wordt ambtshalve en zonder opzegging van het kader van het varend reservepersoneel geschrapt.

.../...

Het Hoofd van de Generale Staf der luchtmacht kan ten allen tijde, binnen de bij de wet gestelde perken, bevelen dat het varend reservepersoneel voor een nieuwe oefenperiode wederopgeroepen wordt.

Voor de duur van hun prestaties zijn de leden van het varend reservepersoneel in bevolen dienst. Zij moeten, zowel voor dienst en theorie op de grond als voor de uitvoering van vluchten, de geldende reglementen en onderrichtingen alsook de gegeven bevelen en opdrachten nakomen.

Artikel 8.-

Elk lid van het varend reservepersoneel wie, terwijl hij niet in actieve dienst was, enige kwaal of ongeval overkomen is, ten gevolge waarvan hij gedurende meer dan twintig dagen onbekwaam is geweest, moet daarvan aan zijn korpsoverste kennis geven. In dit geval wordt hij opgeroepen om een geneeskundig onderzoek over de geschiktheid tot de luchtdienst te ondergaan.

Artikel 9.-

De leden van het varend reservepersoneel zijn, op straf van schrapping, verplicht zich te onderwerpen aan eender welk door het Hoofd van de Generale Staf der luchtmacht voorgeschreven geneeskundig onderzoek. In dit geval/bij voorkomend geval, kunnen zij op de reglementaire vergoedingen voor reiskosten aanspraak maken.

.../...

HOOFDSTUK II. - TOELAGEN EN PREMIEN.

Afdeling 1. - Maandelijkse luchtvaarttoelage.

Artikel 10.-

Behoudens toepassing van artikel 12, kunnen het brevethoudend, lerend en tijdelijk varend personeel, evenals het voor één maand of meer wederopgeroepen varend reservepersoneel, op de maandelijkse luchtvaarttoelagen aanspraak maken, op voorwaarde dat zij al de hun voorgeschreven luchtvaartprestaties verricht hebben, met dien verstande dat die prestaties niet minder mogen bedragen dan vier opdrachten met een totale vluchtduur van drie uur.

Artikel 11.-

Alleen de luchtvaartprestaties, door de leden van het brevethoudend varend personeel en van het varend reservepersoneel verricht ter uitoefening van het ambt dat eigen is aan het brevet waarvan zij houder zijn, geven recht op de maandelijkse luchtvaarttoelage, met uitsluiting van de vluchten als passagier.

De officieren, houders van verschillende brevetten, moeten hun prestaties verrichten in het ambt dat betrekking heeft op het voornaamste brevet, in volgende orde van hun belang : vliegtuigbestuurder, navigator, boordradiotelegrafist.

Artikel 12.-

In geval van lichamelijke ongeschiktheid voor de luchtdienst kan de Minister van Landsverdediging, in overeenstemming met de minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort, aan het varend personeel van alle categorieën de volle maandelijkse luchtvaarttoelage toekennen, met uitzondering van de toelage als monitor of vliegtuigbeproever; de toelage wordt, op voorstel van de hiërarchische meerderen en op gunstig advies van de geneesheer, hoofd van de gezondheidsdienst der luchtmacht, toegekend voor een periode van drie tot zes maanden, of in bijzonder belangwekkende gevallen

voor een periode van meer dan zes maanden, indien de ongeschiktheid tot luchtdienst het gevolg is van een vliegtuigongeval, dat zich tijdens een regelmatig bevolen of toegelaten dienst heeft voorgedaan en waarbij het niet uitgemaakt is dat er vanwege de belanghebbende zware schuld bestaat.

In alle gevallen wordt de toelage niet verder toegekend, zodra het herstel of de blijvende ongeschiktheid tot luchtdienstvan de belanghebbende vastgesteld werd door de commissie der geschiktheidscriteria bepaald in het besluit van de Regent van 27 December 1946, houdende goedkeuring van de geneeskundige reglementering inzake lichamelijke geschiktheid voor de dienst van het varend personeel van het militair vliegwezen.

De luchtvaarttoelage kan eveneens wegens sommige ziekten toegekend worden, wanneer uit een verslag van de geneesheer, hoofd van de gezondheidsdienst der luchtmacht, blijkt dat de kwaal of de ontwikkeling er van het gevolg is van het uitvoeren van luchtdienst.

Afdeling 2. - Premie en driemaandelijkse bijzondere premie.

Artikel 13.-

Bij de uitkering van de premie voor loopbaan bij de luchtmacht, die aan het brevethoudend en lerend varend personeel wordt toegekend, wordt de aanvang van de periode van vijftien jaar vastgesteld op 1 Januari 1948 voor de leden van het personeel der luchtmacht die in de loop van de periode van 10 Mei 1940 tot 31 December 1947 bij het varend personeel opgenomen werden.

De datum waarop de uitkering van de vijfjaarlijkse delen der premie wordt hervat, is eveneens op 1 Januari 1948 vastgesteld voor het varend personeel dat vóór 10 Mei 1940 opgenomen werd.

./...

Artikel 14.-

Het varend reservepersoneel heeft recht op de voor zijn categorie bepaalde driemaandelijkse bijzondere premie, op voorwaarde dat het tijdens een kwartaal, ingaande de 1e, 4e, 7e en 10e maand van het jaar, ten minste zes vluchtprestaties met een totaal van twee uren heeft verricht, met uitzondering van de door de vliegtuigbestuurders uitgevoerde vluchten met vliegtuigen in opleidingsdienst bij de Elementaire Vliegschool.

Afdeling 3. - Bijzondere premie wegens ongeval.

Artikel 15.-

De ziekte, opgedaan ingevolge luchtprestaties en niet ingevolge een ongeval, geeft geen recht op de bijzondere premie wegens vliegtuigongeval.

Artikel 16.-

Indien, tijdens een regelmatig bevolen of toegelaten luchtvaartprestatie, zich een ongeval voordoet waardoor een lid van het varend reservepersoneel onbekwaam wordt, wordt dit lid, op eigen aanvraag, op de datum van het ongeval bij de getalsterkte heropgenomen of er behouden.

Hij wordt behandeld zoals een militair van de actieve kaders, met zijn graad en van zijn categorie, en wel tot de dag waarop de onbekwaamheid eindigt of blijvend bevonden wordt, tenzij de belanghebbende zijn ontslag voordien aanvraagt. In dit geval eindigt het behoud in de getalsterkte op de datum van dit ontslag.

Artikel 17.-

Van de dag af waarop dit besluit wordt bekendgemaakt, kunnen de kinderen beneden 18 jaar hetzij kinderbijslag genieten, hetzij de toeslag tot de premie wegens ongeval die toegekend wordt bij toepassing van artikel 16 van het besluit van de Regent van .... Wordt om toekenning van die toeslag verzocht, dan wordt van die aanvraag kennis gegeven aan de Nationale Compensatiekas voor

./...

gezinsvergoedingen of aan de Hulpcompensatiekas voor gezinsvergoedingen.

Afdeling 4. - Uitbetaling van de toelagen en premiën.

Artikel 18. -

De maandelijkse of dagelijkse luchtvaarttoelagen zijn betaalbaar de 15e van de maand volgend op die waarin de luchtvaartprestaties, die er recht opgeven, werden verricht.

De verhogingen van luchtvaarttoelagen verschuldigd ingevolge bevordering gaan slechts in de eerste der maand volgend op de bevordering.

Dezelfde regel is toepasselijk ingeval van aanneming als candidaat-onderluitenant.

De toelagen verschuldigd ingevolge het bekomen van een brevet gaan in op de datum van het brevet.

De toelagen worden per dertigste berekend. Alle luchtvaarttoelagen houden op verschuldigd te zijn vanaf de dag waarop de betrokkene het varend personeel verlaat of er geschrapt wordt, alsmede voor de duur van elke schorsing.

Artikel 19. -

De premiën voor loopbaan bij de Luchtmacht worden iedere maand vastgesteld en het bedrag er van wordt uitbetaald de 15e van de tweede maand van het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin een vijfjaarlijks deel der premie vervalt, behoudens toepassing van artikel 12 van het besluit van de Regent van ....

Artikel 20.-

De bijzondere premie voor het varend personeel wordt uitbetaald de 15e van de tweede maand na het kwartaal tijdens hetwelk de luchtvaartprestaties, die er recht op geven, werden verricht.

Artikel 21.-

B j het berekenen van verminderingen van luchtvaarttoelagen of premiën wordt de uitkomst van elke rekenkundige bewerking steeds op een frank naar boven afgerond, zo het aantal centiemen 50 of meer bedraagt.

Afdeling 5. - Luchtvaartbescheiden.

Artikel 22.-

§ 1. Bij elk smaldeel worden de bijzonderheden der dagelijks verrichte vluchten, namelijk het getal, de duur en de aard der opdracht, alsmede het type van het gebruikte toestel, in een register aangetekend. Bedoelde aantekeningen worden elke dag door de commandant van het smaldeel nagegaan, afgesloten en ondertekend.

§ 2. Bij elke "Wing"wordt maandelijks een opgave van de door het varend personeel verrichte luchtvaartprestaties opgemaakt. Deze wordt in duplo overgemaakt aan de commandant der groepering die één exemplaar, met zijn opmerkingen, aan het Hoofd van de Generale Staf der luchtmacht doet geworden. Zodra de verschillende opgaven goedgekeurd zijn, wordt een samenvattende lijst van de premiegerechtigden aan de bevoegde centrale boekhoudingsdienst overgemaakt.

§ 3. Deze dienst maakt een steekkaart op voor elk lid van het vastbenoemd varend personeel dat op de premie voor loopbaan bij de luchtvaart aanspraak kan maken, evenals voor elk lid van het varend reservepersoneel dat op de bijzondere premie aanspraak kan maken.

./...

HOOFDSTUK III - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 23.-

Het ministerieel besluit van 23 December 1927 betreffende het varend personeel van het militair vliegwezen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 18 November 1929 en van 18 September 1936, is opgeheven.

Artikel 24.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 October 1946.

De 1950.

De Minister van Landsverdediging,

De Eerste-Minister,

De Minister van Financiën,

L. 920/1-921/1

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

G. DOR, assesseurs de la section de législation
L. FREDERICQ, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le mars 1950.

De Maart 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.